



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



21330-F

Distr. LIMITEE

ID/WG.545/6(SPEC.)
19 décembre 1995

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Troisième Colloque ministériel
sur l'industrialisation des pays les moins avancés :
Développement durable du secteur privé
et croissance accélérée des entreprises industrielles dans les PMA

Vienne (Autriche), 30 novembre-8 décembre 1995

RAPPORT*

établi par le Secrétariat de l'ONU

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

**Troisième Colloque ministériel des PMA :
Développement durable du secteur privé et croissance accélérée
des entreprises industrielles dans les PMA**

Vienne (Autriche), 30 novembre-8 décembre 1995

RAPPORT

INTRODUCTION

Le troisième Colloque ministériel sur l'industrialisation des PMA s'est tenu à Vienne (Autriche), du 30 novembre au 8 décembre 1995. Son thème était le suivant : **"Développement durable du secteur privé et croissance accélérée des entreprises industrielles dans les PMA"**. Il faisait suite à deux colloques ministériels des PMA dont le premier, placé sous le thème **"Programme d'action industriel pour les PMA"**, s'était tenu en 1991 et dont le second s'était penché sur les problèmes posés par le **"Financement du Programme d'action industriel pour les PMA"**.

PREMIERE PARTIE

1. Election du bureau

Au début de la 1ère séance du Colloque, les participants ont élu un bureau constitué comme suit :

Présidente : S. E. Mme Fatou Haïdara, Ministre de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme (Mali)

Vice-Président : S. E. M. Dhundi Raji Shastri, Ministre de l'industrie (Népal)

Rapporteur : S. E. M. Kandeh K. Yumkella, Secrétaire d'Etat au commerce, à l'industrie et aux entreprises d'Etat (Sierra Leone).

2. Participation

Le Colloque a rassemblé 74 ministres ou représentants appartenant à 40 délégations nationales et 6 délégations d'organisations internationales. S. E. M. Kandeh K. Yumkella, Secrétaire d'Etat sierra-léonien au commerce, à l'industrie et aux entreprises d'Etat, a également fait fonction de porte-parole de la Réunion d'experts et a présenté le projet de document que celle-ci avait élaboré.

3. Discours d'ouverture de M. Mauricio de Maria y Campos, Directeur général de l'ONUDI

Le Directeur général a souhaité aux ministres et représentants la bienvenue au Colloque ministériel et à l'ONUDI. Il a constaté que les pays les moins avancés devaient actuellement faire face à des problèmes des plus difficiles dus en particulier aux accords issus du récent Cycle d'Uruguay et à l'absence d'investissements et d'apports d'aide étrangers. Il a noté que les PMA avaient fait preuve d'une très forte volonté politique de réformer leur économie en dépit de ces problèmes et que les pays s'accordaient à estimer que l'encouragement à la croissance du secteur privé était l'un des principaux agents catalyseurs de la reprise économique. Le Directeur général a fait observer qu'au cours des deux années qui s'étaient écoulées depuis le deuxième Colloque ministériel des PMA tenu à Yaoundé, la situation économique de nombre de PMA s'était dégradée au lieu de s'améliorer. S'établissant à 1,6 % en moyenne au cours de la période 1990-1993, le taux d'accroissement du PNB des PMA n'avait été que de 1,4 % en 1994. La production manufacturière n'a guère, elle non plus, connu de croissance notable, la contribution de l'industrie à la formation du PNB tombant à 9 % en 1991, alors qu'elle avait été de 10 % en 1980.

Le Directeur général a constaté que la croissance économique future des PMA dépendrait du développement de l'industrie et nécessiterait la définition d'options nouvelles, qui pourraient résulter d'une action commune de l'ONUDI et des gouvernements des PMA. Dans le cadre du processus de réforme en cours à l'ONUDI, l'Organisation redéfinissait ses objectifs et reorientait ses services. L'Organisation avait réduit le coût et augmenté la qualité de ses services pour aborder dans une optique plus cohérente le développement industriel mondial. Le Directeur général a précisé qu'au cas où les Etats-Unis d'Amérique décideraient de se retirer de l'ONUDI, il serait obligé d'établir un budget de circonstance qui permettrait à l'Organisation de continuer à rendre des services à ses Membres.

Le Directeur général a insisté sur l'importance de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il a également déclaré que l'ONUDI restait décidée à exécuter le Programme d'action industriel pour les PMA. Afin d'atteindre le taux de croissance économique enregistré dans des pays comme la Malaisie, la Chine et Maurice, les PMA devaient encourager l'esprit d'entreprise et prendre de nouvelles initiatives en faveur du secteur privé. Pour conclure son allocution, le Directeur général a déclaré que les PMA et l'Afrique devaient faire confiance à l'ONUDI qui était sur le point de célébrer son trentième anniversaire.

4. Déclaration de S. E. Mme Fatou Haïdara, Présidente du troisième Colloque ministériel des PMA

S. E. Mme Fatou Haïdara, qui avait été élue Présidente du troisième Colloque ministériel des PMA, a déclaré tout d'abord qu'elle espérait que ce dernier permettrait d'examiner l'avenir à la fois du développement économique des PMA et de la coopération avec l'ONUDI. Elle a souligné combien le secteur privé pouvait être important pour la croissance industrielle et économique des PMA et que le rôle de ce secteur dans les PMA devait être étudié au regard de l'évolution rapide de l'économie mondiale. Elle a ensuite invité M. Kandeh K. Yumkella, porte-parole de la Réunion d'experts, à présenter le projet de document élaboré à Katmandou (Népal) du 4 au 8 avril 1995.

5. Présentation par M. Kandeh K. Yumkella, au nom de la Réunion d'experts, du Programme d'action pour le développement durable du secteur privé et la croissance accélérée des entreprises industrielles dans les pays les moins avancés.

Au début de son exposé, M. Yumkella a noté que le Colloque offrait aux PMA, à cinq ans de la fin du siècle en cours, une occasion historique de réfléchir en commun sur leur état de sous-développement et de déterminer où ils voulaient en être au début du XXI^e siècle. M. Yumkella a fait observer que même si les 48 pays les moins avancés étaient considérés globalement comme un groupe, chacun en était à un niveau de développement bien différent. Certains pays avaient procédé à de nombreuses réformes, d'autres avaient été plus longs à réformer leur économie. M. Yumkella a estimé que les PMA pouvaient tirer des leçons très utiles de l'expérience des nouveaux pays industriels. Il a donné aux ministres et représentants un bref aperçu de la Réunion d'experts.

La Réunion d'experts, organisée par l'ONUDI en coopération avec le Ministère népalais de l'industrie, avait rassemblé 35 participants dont 18 experts venus de 12 pays, 9 experts venus de 6 institutions, des fonctionnaires de l'ONUDI et un consultant. Y ont également participé deux invités spéciaux, S. E. M. Kandeh K. Yumkella, Secrétaire d'Etat sierra-léonien au commerce, à l'industrie et aux entreprises d'Etat, et M. Jean-François Rischard, Vice-Président (finances et développement du secteur privé) de la Banque mondiale, qui ont fait des exposés très pertinents sur le développement du secteur privé dans les PMA.

Tous les représentants de pays ont participé à des réunions de travail et présenté un document sur la stratégie des pouvoirs publics en matière de développement du secteur privé. La Réunion d'experts avait tenu les huit séances de travail suivantes :

1. Effets de l'action des pouvoirs publics sur le développement du secteur privé dans les PMA;
2. Appui institutionnel au développement du secteur privé dans les PMA;

3. Politiques et programmes de privatisation et de restructuration dans les PMA;
4. Croissance accélérée des entreprises industrielles dans les PMA;
5. Développement de la compétitivité dans certains secteurs des PMA;
6. Maîtrise de la qualité, normalisation et métrologie dans les PMA;
7. Mobilisation de ressources financières - rôle de l'ONUDI et d'autres organismes internationaux dans le financement du développement accéléré du secteur privé dans les PMA;
8. Financement de l'industrialisation des PMA, eu égard aux suites données à la résolution GC.5/Res.16 de la Conférence générale (Industrialisation des PMA) et à son annexe (Conclusions du deuxième Colloque ministériel sur l'industrialisation des pays les moins avancés).

A la séance plénière de clôture, les experts avaient adopté un projet de programme d'action pour préparer le troisième Colloque ministériel des PMA : développement durable du secteur privé et croissance accélérée des entreprises industrielles dans les PMA.

Le projet de programme d'action établi par la Réunion d'experts a été présenté pour examen aux ministres et représentants.

6. Débat sur le Programme d'action pour le développement durable du secteur privé et la croissance accélérée des entreprises industrielles dans les pays les moins avancés

Les ministres et représentants ont examiné de manière approfondie le document présenté et soulevé plusieurs questions qui appelaient des éclaircissements. Au cours du débat général, des déclarations ont été faites par les pays suivants : Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Soudan, Tchad et Togo. Les représentants de la Banque mondiale et de l'Organisation de l'unité africaine sont également intervenus dans le débat. Les questions essentielles soulevées au cours du débat sont récapitulées ci-dessous.

1. Plusieurs ministres ou représentants ont fait observer que le programme d'action devait être encore amélioré; le document devait être davantage axé (en les expliquant plus clairement) sur les mesures concrètes à prendre par les pouvoirs publics, l'ONUDI et les autres donateurs pour stimuler la croissance du secteur privé et l'industrialisation dans les PMA. Par ailleurs, il faudrait arrêter des objectifs adaptés et un échéancier réaliste afin de déterminer les progrès faits par les différents pays (ou l'absence de progrès).

2. Les programmes de privatisation en cours d'exécution dans un certain nombre de pays ont fait l'objet d'un débat animé. Plusieurs ministres ou représentants ont constaté que le Colloque devait s'intéresser aux réalités des programmes de privatisation des pays membres, en portant une attention particulière au degré de participation du secteur privé local, à la définition du rôle dévolu à l'Etat et aux pouvoirs publics dans le domaine économique, aux conséquences de la privatisation massive considérée par opposition à une démarche plus progressive et au financement des programmes de privatisation.

3. Il fallait coordonner l'assistance que les donateurs apportent aux programmes de privatisation, à l'expansion du secteur privé et au développement industriel.

4. La nécessité d'évaluer d'urgence les effets possibles des accords issus du Cycle d'Uruguay sur les différentes économies nationales et l'importance de l'action en faveur de la coopération et du commerce régionaux ont été longuement examinées.

5. On a recherché un appui institutionnel approprié au développement du secteur privé en général et, en particulier, au développement des entreprises du secteur non structuré ainsi que des micro-, petites et moyennes entreprises. La nécessité d'aider les entreprises du secteur non structuré à se développer et à s'intégrer au secteur structuré a également été évoquée. D'autres échanges de vues sur la croissance du secteur privé tournaient autour du problème posé par l'octroi de crédits au secteur privé, aux entreprises du secteur non structuré et aux micro-, petites et moyennes entreprises et par leur financement, et de la mise en place de dispositifs propres à renforcer le partenariat entre les secteurs public et privé.

Le représentant de la Banque mondiale a expliqué comment la Banque concevait le développement du secteur privé et le passage d'une économie dans la gestion de laquelle l'Etat jouait un rôle dominant à une économie de marché concurrentielle. Il a mis en lumière les effets qu'un secteur public prépondérant, la déconfiture d'un système financier et les rigueurs de la conjoncture pouvaient avoir sur l'expansion et le développement du secteur privé. De l'avis de la Banque, les PMA devaient procéder d'urgence à des réformes d'envergure dans les secteurs juridique, public et financier afin d'instaurer un environnement propice à l'entreprise privée. Ces réformes devaient englober : une rationalisation des aides financières, la vente, par priorité, des grandes entreprises du secteur public, une déréglementation économique complétant la libéralisation du commerce intérieur et extérieur. Le représentant a souligné que ces activités devaient être menées à bien en association avec le secteur privé et les travailleurs. L'exposé a été suivi d'un débat animé, au cours duquel plusieurs ministres ou représentants ont évoqué les résultats obtenus dans le cadre défini par la Banque mondiale.

Les ministres et représentants sont convenus de constituer un groupe de travail chargé d'une discussion et analyse plus poussées, compte tenu des questions 1 à 5 ci-dessus. Le groupe de travail a été également invité à affiner et modifier, le cas échéant, le projet de document émanant de la Réunion d'experts. Le groupe de travail était composé comme suit : M. K. Yumkella, Rapporteur (Sierra Leone), M. M. Iskander (Banque mondiale), Mme Silvia Sagari (Banque mondiale), M. Harouna Niang (Mali), M. Pepe Guilavogui (Guinée), M. Lokossou Cyprien (Bénin), M. Jamaluddin (Bangladesh), M. J.S. Juneja (Inde) et des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONUDI.

La séance a été ajournée à 18 h 40 et le groupe de travail s'est mis à l'ouvrage.

DEUXIEME PARTIE

1. Présentation des réformes en cours à l'ONUDI

M. R. Beltrán, Directeur du Cabinet du Directeur général, a fait devant le troisième Colloque ministériel un exposé sur les réformes en cours à l'ONUDI.

Il a informé les ministres et représentants que l'ONUDI avait entamé, il y a deux ans, un processus de réforme qui tenait compte de la nécessité de s'adapter à l'évolution de la situation dans le monde et d'accroître l'efficacité. Dans le cadre de ce processus, le Secrétariat de l'ONUDI, agissant en concertation avec les Etats Membres, avait entrepris de redéfinir les objectifs et priorités de l'Organisation. L'amélioration progressive du ciblage des activités qui en résulterait avait abouti, au dernier stade de la réforme, à un énoncé précis de la mission de l'Organisation, qui en dégagait de nouveau la pertinence, au regard de la nouvelle économie mondiale et des défis sociaux et technologiques actuels. A travers ses connaissances spécialisées en matière de sous-secteurs industriels, d'environnement et de technologie, d'investissements et de développement du secteur privé, l'ONUDI aide à jeter les bases durables d'un développement à long terme, dépassant les secours d'urgence et la réduction de la pauvreté à court terme. Le rang le plus élevé de priorité est assigné à l'Afrique, sur le plan régional, et aux pays les moins avancés, dont les besoins, s'agissant du renforcement des institutions, du développement du secteur privé, du relèvement et du progrès de l'industrie, sont les plus grands.

Tenant compte de son mandat, des moyens et des compétences disponibles, l'Organisation a concentré son action sur des domaines choisis en fonction des besoins des pays en développement et des pays en transition. D'où un ciblage sur :

- Les pays les plus pauvres, en particulier d'Afrique, et les pays les moins avancés;
- Un nombre restreint de sous-secteurs industriels, eu égard tout particulièrement à ceux qui sont liés à l'agriculture ou qui fournissent des produits industriels essentiels;
- Les sept priorités thématiques.

A cette fin, il sera tenu compte des quatre critères fondamentaux qui ont servi à établir ce classement :

- Demande relevée des Etats Membres;
- Moyens techniques et avantages comparatifs, actuels et prévisibles, de l'ONUDI;
- Activités entreprises par d'autres institutions des Nations Unies et par d'autres organisations; et
- Volume approximatif des ressources financières qui devraient être disponibles.

Les délégations présentes à la réunion d'information ont apporté leur appui au processus de réforme, tout en se déclarant très préoccupées par la question du financement des activités de l'ONUDI face au retrait imminent des Etats-Unis d'Amérique de l'Organisation. Le problème posé par le non-versement des contributions par les Etats Membres a également été évoqué. L'intervenant a assuré aux ministres et représentants que l'ONUDI s'adaptait aux conditions nouvelles en réduisant les dépenses relatives à un certain nombre de postes comme le personnel temporaire, les dépenses de fonctionnement général et les services de conférence. La possibilité de proposer des formules nouvelles pour la mise en oeuvre des réformes serait étudiée.

2. Réunion-débat avec la Division de la valorisation des ressources humaines et du développement des entreprises et du secteur privé

Cinq fonctionnaires supérieurs de la Division de la valorisation des ressources humaines et du développement des entreprises et du secteur privé ont informé les ministres et représentants des activités et programmes de la Division. Leur groupe se composait de MM. D. Piskounov (Directeur principal), A. Valle Ponce, C. Antonio, B. Karisson et A. De Crombrughe.

Au nom de la Division, M. Piskounov a remercié les participants d'avoir invité sa Division à exposer ses activités, présentant les principales orientations de ses programmes dans les domaines de la stratégie et de la politique industrielles, des petites et moyennes entreprises, de la restructuration, du développement du secteur privé, de la privatisation et de la valorisation des ressources humaines.

3. Examen des conclusions et recommandations du troisième Colloque ministériel sur le développement durable du secteur privé et la croissance accélérée des entreprises industrielles dans les pays les moins avancés

Au nom du groupe de travail, le Rapporteur a présenté le Programme d'action révisé, désormais dénommé Conclusions et recommandations du troisième Colloque ministériel des PMA. Les ministres et représentants ont examiné les documents révisés et proposé des modifications mineures. Par acclamation, le troisième Colloque ministériel des PMA a adopté le document pour le présenter à la sixième session de la Conférence générale. Les recommandations et conclusions relèvent des six grandes rubriques suivantes :

Partenariat entre les secteurs public et privé. Les ministres ont approuvé la création ou le renforcement de groupes consultatifs nationaux, réunissant les représentants des secteurs public et privé, et ont défini les questions que ceux-ci devraient examiner à titre prioritaire. Ces groupes consultatifs mettraient à profit les conclusions des groupes de travail nationaux qui seront chargés d'évaluer les effets des accords issus du Cycle d'Uruguay sur l'économie des PMA.

Entreprises du secteur non structuré, micro-, petites et moyennes entreprises. Les ministres ont engagé les PMA à mettre en place des systèmes d'appui institutionnel, financier et technologique aux entreprises du secteur non structuré et aux micro-, petites et moyennes entreprises, surtout implantées en milieu rural. On s'attacherait tout spécialement à éliminer les obstacles qui confinent les entreprises au secteur non structuré, à mettre à leur disposition des services de vulgarisation qui les informent et leur apportent un soutien en matière technologique et commerciale, et à appuyer les institutions financières spécialisées qui font appel à l'épargne locale et essaient par d'autres mesures d'atteindre les petits clients dans des conditions viables.

Technologie, normalisation et métrologie. Les ministres ont souligné que les PMA devaient absolument se doter de bureaux de normalisation nationaux ou régionaux pour pratiquer la maîtrise totale de la qualité, appliquer les normes de la série ISO 9000 et harmoniser les normes sur le plan régional.

Femmes chefs d'entreprise. Les ministres ont recommandé aux PMA de soutenir les programmes spéciaux destinés à encourager et à promouvoir l'entrepreneuriat féminin et de créer des structures d'appui et des organismes d'entraide.

Privatisation. S'agissant du processus de privatisation, les ministres ont souligné qu'il importait d'instaurer un cadre réglementaire adapté et de développer l'entrepreneuriat et les marchés de capital locaux. Il fallait privatiser par priorité les entreprises exerçant une grande influence sur la stabilité macro-économique.

Mobilisation de ressources et assistance des donateurs. Les ministres ont admis que la restructuration économique et le développement privé étaient des opérations de longue haleine et que la mise au point et l'exécution des programmes correspondants exigeaient un soutien continu. Ils ont demandé instamment à l'ONUDI, à la Banque mondiale et aux autres organismes multilatéraux de coordonner les concours financiers et techniques apportés aux PMA dans le domaine du développement du secteur privé. Ils ont prié l'ONUDI et les autres organisations d'entreprendre des programmes d'ensemble intéressant la promotion des investissements et la collaboration étrangère et d'étudier la possibilité de créer et de financer des réseaux confrontant les milieux d'affaires avec un éventail plus large d'informations commerciales et techniques et de débouchés commerciaux.

Les ministres se sont accordés pour estimer que les réformes en cours à l'ONUDI permettront à celle-ci de fournir, avec une efficacité accrue, l'assistance technique nécessaire qui aidera les pays les plus démunis à accélérer le développement du secteur privé et l'industrialisation.

Les ministres ont également adopté les conclusions et recommandations et une déclaration d'appui aux réformes de l'ONUDI (voir annexe I).

4. Adoption d'une résolution, des conclusions et recommandations, d'une déclaration et d'une décision

Après l'adoption des Conclusions et recommandations, le Rapporteur a présenté une résolution, une déclaration et une décision pour adoption aux ministres et représentants. La résolution figurerait à l'appendice I des conclusions et recommandations, et la déclaration d'appui aux réformes en cours à l'ONUDI à l'appendice II.

La Présidente a été priée, par une décision, de présenter la résolution ainsi que les deux appendices à la sixième session de la Conférence générale de l'ONUDI.

5. Discours de clôture du Directeur général de l'ONUDI

M. Mauricio de Maria y Campos, Directeur général de l'ONUDI, s'est adressé, dans son discours de clôture, une deuxième fois aux ministres et représentants participant au troisième Colloque ministériel des PMA. Il a insisté sur l'importance des Conclusions et recommandations qui définissaient un programme d'assistance au développement durable et à la croissance accélérée du secteur privé dans les PMA. Le Directeur général a considéré que la confiance que les ministres de l'industrie faisaient à l'ONUDI à travers ce programme était très encourageante, notamment à un moment où d'aucuns contestaient la nécessité du développement industriel et son orientation.

Entrant dans le détail des Conclusions et recommandations du Colloque, le Directeur général a souligné que les gouvernements avaient pour mission d'être les "pilotes" de l'économie et non de simples "rameurs". L'accent était mis sur la suggestion de créer des groupes consultatifs spéciaux des secteurs public et privé qui s'occuperaient de la réforme économique et des accords issus du Cycle d'Uruguay. Le Directeur général a insisté sur l'importance des micro-, petites et moyennes entreprises pour le développement économique futur ainsi que sur le rôle crucial que pourrait jouer un secteur non structuré plus ouvert.

Le Directeur général s'est également référé aux inquiétudes quant à l'avenir de l'ONUDI exprimées par les participants. Il a noté que les ministres et représentants souhaitaient que l'assistance technique que l'ONUDI fournissait aux PMA soit davantage fondée sur la demande. Il a également noté que le troisième Colloque ministériel avait fait ressortir l'importance de l'assistance de l'ONUDI pour l'industrialisation des PMA et remercié les participants du soutien apporté au processus de réforme. Pour finir, le Directeur général a déclaré que l'ONUDI tiendrait compte des besoins des PMA et de l'Afrique dans ses programmes d'assistance technique.

Dans une brève déclaration de clôture, la Présidente a remercié les participants, les fonctionnaires de l'ONUDI et tous ceux qui avaient contribué au succès du Colloque. Les conclusions du Colloque seraient présentées, pour adoption, à la sixième session de la Conférence générale, au cours de la semaine allant du 4 au 8 décembre 1995. La liste complète des participants ainsi que le programme du Colloque figurent respectivement aux annexes II et III.

Annexe I

**Point 9 g). DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET ACTIVITES DE COOPERATION :
INDUSTRIALISATION DES PAYS LES MOINS AVANCES**

**Projet de résolution présenté par le troisième Colloque ministériel
des pays les moins avancés**

La Conférence générale,

Rappelant la Déclaration de Paris et le Programme d'action de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, ainsi que les résolutions 48/171 et 49/98 de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Rappelant aussi ses résolutions GC.4/Res.9, GC.4/Res.10, GC.5/Res.20, contenant la Déclaration de Yaoundé, et en particulier GC.5/Res.16,

Rappelant en outre les conclusions du Sommet mondial pour le développement social et les résultats de la Réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'examen global à mi-parcours de l'application du programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, tenue à New York du 26 septembre au 6 octobre 1995,

Soulignant le rôle croissant du secteur privé dans le développement industriel et la nécessité de soutenir le développement durable du secteur privé et la croissance accélérée des entreprises industrielles des pays les moins avancés dans les programmes et projets de l'ONUDI,

Prenant note des conclusions du troisième Colloque ministériel sur l'industrialisation des pays les moins avancés qui s'est tenu à Vienne, du 30 novembre au 8 décembre 1995, et des renseignements contenus dans le document GC.6/20,

Notant avec préoccupation l'absence de progrès de l'industrialisation des pays les moins avancés, notamment en Afrique,

1. *Demande* aux Etats Membres de soutenir les programmes et les projets correspondant aux secteurs prioritaires énoncés dans le Programme d'action industriel pour les pays les moins avancés par la création à l'ONUDI d'un fonds spécial pour l'industrialisation des pays les moins avancés venant compléter les contributions volontaires au Fonds de développement industriel, les fonds d'affectation spéciale et les autres sources disponibles;

2. *Demande instamment* à la communauté internationale, en particulier aux pays développés, aux institutions financières régionales et internationales et aux investisseurs privés, de renforcer leur appui financier et technologique au développement durable du secteur privé et à la croissance accélérée des entreprises industrielles dans les pays les moins avancés, comme il est déclaré dans le document GC.5/17;

3. *Prie* le Directeur général :

a) D'accorder, dans le cadre de la réforme de l'ONUDI exposée dans le document GC.6/30, le degré de priorité le plus élevé à l'industrialisation des pays les moins avancés en vue d'assurer un développement socio-économique effectif et durable et une meilleure qualité de vie dans les pays les moins avancés;

b) De prendre des mesures appropriées pour appliquer les conclusions et recommandations du deuxième Colloque ministériel sur l'industrialisation des pays les moins avancés, tenu à Yaoundé (Cameroun) du 3 au 10 décembre 1993, ainsi que du troisième Colloque ministériel des pays les moins avancés, tenu à Vienne du 30 novembre au 8 décembre 1995;

c) D'accorder son plein appui aux activités du programme pour les pays les moins avancés et de soumettre des rapports d'activité sur l'application du programme aux sessions du Conseil du développement industriel, ainsi que de lui présenter, à sa septième session, par l'intermédiaire du Conseil du développement industriel, un rapport sur l'application de la présente résolution.

Appendice I

Conclusions et recommandations

TROISIEME COLLOQUE MINISTERIEL DES PMA SUR L'INDUSTRIALISATION DES PMA

Vienne (Autriche), 30 novembre-8 décembre 1995

POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DU SECTEUR PRIVE ET LA CROISSANCE ACCELEREE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DANS LES PMA

I. Conclusions

Le troisième Colloque ministériel sur l'industrialisation des pays les moins avancés, tenu à Vienne du 30 novembre au 8 décembre 1995.

1. *Conscient que :*

- i) La mise en oeuvre des accords de libéralisation du commerce international issus du Cycle d'Uruguay pourrait avoir, au stade initial, quelques effets défavorables pour les pays les moins avancés (PMA);
- ii) La révolution actuelle des technologies de l'information et autres et des télécommunications modifie le jeu de la concurrence dans le monde, créant de nouvelles possibilités et de nouveaux problèmes, mais que les PMA n'ont pas encore profité de cette révolution;
- iii) L'émergence des nouveaux pays industrialisés ayant des capacités de production sans précédent accentue la concurrence pour les PMA;
- iv) Les gouvernements des PMA auront besoin d'une assistance pour s'adapter à l'évolution du rôle de l'Etat dans l'économie;
- v) La mondialisation des marchés financiers n'a pas profité aux PMA, qui ont reçu très peu de capitaux;
- vi) L'aide publique au développement, qui devait être de 0,15 % du produit national brut des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, n'a été en fait que de 0,09 % et sera peut-être encore inférieure à l'avenir.

2. *A noté que :*

- i) Le nouvel environnement économique se caractérisera par des activités à forte intensité de connaissances et de technologie, une concurrence mondiale et un rythme accéléré de changement. Dans le nouveau ordre économique, le succès appartiendra aux nations qui seront en mesure de s'intégrer dans l'économie mondiale et de faire la preuve de leur aptitude à apprendre et s'adapter en permanence;
- ii) Les PMA souffrent à l'heure actuelle d'une stagnation économique caractérisée par : a) des taux de croissance du produit intérieur brut insignifiants et en diminution, qui n'ont pas suivi les taux de croissance démographique et b) la diminution de leur part dans les échanges commerciaux. Aussi le nombre des PMA est-il passé de 42 en 1990, année au cours de laquelle s'est tenue la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, à 48 en 1995;

- iii) Les pays à croissance économique réussie ont appliqué des politiques de déréglementation, de libéralisation du marché, de réforme du secteur public et du secteur financier et ont encouragé les industries ayant les exportations pour principal moteur;
- iv) En raison de la situation difficile à laquelle doivent faire face tous les PMA, il est nécessaire que les pays resserrent leur coopération de manière à réaliser une croissance durable et accélérée en vue du bien-être économique et social de leurs populations;
- v) Conformément aux résultats du Sommet mondial pour le développement social, l'ONUDI accordera un rang de priorité élevé aux PMA pour qu'ils réalisent une industrialisation rapide et durable, compatible avec les objectifs sociaux.

3. *Ont approuvé* les principes suivants :

i) **Le rôle de l'Etat**

Les participants à la réunion ont souligné la nécessité d'une bonne gestion des affaires publiques dans les PMA, où un gouvernement efficace doit formuler des politiques de développement appropriées et mettre en place des systèmes judiciaires, législatifs et réglementaires transparents, crédibles et efficaces pour renforcer le secteur privé. Ils ont également souligné que l'Etat devrait donner la priorité à la valorisation des ressources humaines et au développement de l'infrastructure ainsi qu'à l'instauration de mécanismes de consultation entre le secteur public et le secteur privé;

ii) **Engagement en faveur du développement du secteur privé**

Les participants ont reconnu le rôle de plus en plus dynamique que joue le secteur privé dans le développement économique et réaffirmé que les gouvernements doivent améliorer encore l'environnement macro-économique, réduire les coûts de transaction et faciliter le développement des entreprises. Cet environnement, lorsqu'il est stable, est caractérisé par des politiques visant à encourager l'épargne et l'investissement, à remédier aux insuffisances du secteur public et du secteur privé, à libéraliser les taux de change, à diminuer les droits de douane et à supprimer le contrôle des prix. Toutefois, compte tenu des faiblesses actuelles du secteur privé dans les PMA, il est extrêmement important qu'un appui institutionnel comprenant des dispositions et stimulants en matière de financement efficaces et favorables aux investissements, dans le respect des accords issus du Cycle d'Uruguay, soit fourni aux entreprises locales pour accroître leur compétitivité;

iii) **Entreprises du secteur non structuré, micro-, petites et moyennes entreprises**

Les participants ont souligné le rôle capital que ces entreprises peuvent jouer dans le progrès social et économique des pays les moins avancés en créant des emplois et des activités lucratives, en absorbant les travailleurs rejetés par les programmes d'austérité et de privatisation et en donnant des chances à une proportion importante de femmes chefs d'entreprise. En conséquence, il faudrait accorder un rang de priorité élevé à la promotion des entreprises du secteur non structuré ainsi que des micro-, petites et moyennes entreprises dans les différents secteurs de l'économie;

iv) **Privatisation**

Les participants ont reconnu l'importance de la privatisation, comme moyen d'atténuer les défauts existants et de rendre les conditions du marché favorables à une allocation plus efficace des ressources. Toutefois, la privatisation ne doit pas être envisagée seulement comme un transfert de propriété car c'est un processus de transformation qui suppose la création d'un environnement concurrentiel et la mise en place de nouveaux cadres institutionnels et réglementaires. Elle devrait se faire dans la transparence. Elle devrait aussi être considérée

comme un instrument propre à créer des conditions favorables à la croissance industrielle et au développement économique;

v) **Coopération régionale**

Les participants ont reconnu la nécessité de renforcer le rôle capital de la coopération régionale pour stimuler la circulation des biens, des services, des investissements, des compétences et de la technologie. Cette coopération devrait aussi favoriser une interaction étroite entre les divers pays intéressés en ce qui concerne les institutions commerciales, industrielles et de formation, et faciliter le développement de groupements compétitifs sur le plan international.

II. **Recommandations**

Le troisième Colloque ministériel sur l'industrialisation des pays les moins avancés recommande, pour la promotion du développement durable du secteur privé et de la croissance accélérée des entreprises industrielles dans les pays les moins avancés :

1. **Partenariat entre le secteur public et le secteur privé**

- i) Etablissement de groupes consultatifs mixtes secteur public/secteur privé ou renforcement de ceux qui existent déjà. Ces groupes consultatifs devraient se réunir au moins une fois par trimestre et comprendre les principaux responsables des deux secteurs. L'ordre du jour prioritaire de ce groupe consultatif serait le suivant : a) promotion de la stabilité macro-économique; b) rationalisation des procédures administratives, judiciaires et réglementaires pour qu'elles soient efficaces et aisément applicables par les entreprises; c) privatisation; d) programmes de formation pour renforcer l'entrepreneuriat et la recherche-développement et perfectionner les compétences en matière de gestion de la production et les compétences techniques; e) amélioration de l'infrastructure, une attention particulière étant accordée aux zones et domaines industriels, à la lutte contre la pollution industrielle, à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- ii) A titre prioritaire, les PMA devraient créer un groupe de travail chargé d'évaluer l'incidence des accords issus du Cycle d'Uruguay sur leurs économies, de déterminer les contraintes et de définir les mesures nécessaires pour mettre en place des industries compétitives sur le plan international. Les résultats des travaux de ce groupe devraient fournir un apport aux débats des groupes consultatifs.

2. **Entreprises du secteur non structuré, micro-, petites et moyennes entreprises**

- i) Les PMA devraient mettre en place des systèmes d'appui institutionnel, financier et technologique aux entreprises du secteur non structuré et aux micro-, petites et moyennes entreprises et faciliter à celles-ci l'accès au marché, au financement et à la technologie. Il conviendrait de mettre un accent particulier sur les zones rurales où vit la plus grande partie de la population. Une importance particulière devrait être donnée : a) à l'élimination des obstacles qui confinent les entreprises au secteur non structuré; b) aux services de vulgarisation qui fournissent des informations et un appui technologique et commercial approprié; c) au soutien des institutions financières spécialisées faisant appel à l'épargne locale, assurant des services bancaires fiables et pratiquant une sélection rigoureuse des emprunteurs, afin d'atteindre des petits clients de façon régulière.

3. **Technologie, normalisation et métrologie**

- i) Pour suivre le rythme de l'évolution internationale des systèmes de normalisation et de gestion de la qualité, les PMA doivent mettre en place des bureaux nationaux ou régionaux de normalisation chargés de l'application des méthodes de maîtrise totale de la qualité et de la série de normes ISO 9000, ainsi que de l'harmonisation régionale des normes de façon à améliorer la qualité, la normalisation et la métrologie;

- ii) Les PMA devraient mettre en place des programmes de perfectionnement de la technologie en fonction de la demande, les coûts étant partagés entre le secteur privé, le secteur public et les donateurs.

4. Femmes chefs d'entreprise

Compte tenu du fait qu'il est important que les femmes deviennent entrepreneurs et des contraintes et des obstacles auxquels elles doivent faire face pour y parvenir, les PMA devraient appuyer des programmes expressément conçus pour encourager les femmes à devenir entrepreneurs et favoriser la création de structures d'appui et d'organisations auto-assistées de femmes chefs d'entreprise.

5. Privatisation

- i) Le cas échéant, dans le processus de privatisation, les PMA devraient favoriser la participation locale et une répartition du capital aussi large que possible. La privatisation devrait être effectuée dans un environnement concurrentiel, l'accent étant mis sur la transparence, la mise en place d'un cadre réglementaire approprié et le développement de l'entreprenariat et des marchés de capitaux locaux. Une priorité spéciale devrait être donnée à la privatisation des entreprises exerçant une grande influence sur la situation macro-économique;
- ii) Il conviendrait d'envisager sérieusement des campagnes de sensibilisation du public en vue d'obtenir un appui politique pour le programme et d'informer l'opinion sur les points suivants :
 - a) Pertes encourues par les entreprises publiques;
 - b) Coût élevé que représente le maintien de la propriété publique des entreprises;
 - c) Avantages du programme de privatisation;
 - d) Façon dont le public peut participer au programme de privatisation;
- iii) S'il y a lieu, les programmes de privatisation devraient adopter des méthodes de vente qui permettent d'élargir la structure du capital, comme par exemple la formule des fonds de placement et des prises de participation des employés, en vue d'assurer une forte participation et un large appui aux programmes de privatisation.

6. Mobilisation des ressources et assistance des donateurs

- i) Reconnaissant que de nombreux PMA ont déployé des efforts considérables pour favoriser la restructuration économique et le développement du secteur privé et que, même dans les pays où il existe des institutions et des systèmes juridiques bien établis, la réforme a constitué un long processus qui a duré plus de 20 ans, les PMA ont besoin d'un soutien permanent pour mettre au point et appliquer leurs programmes;
- ii) L'ONUDI et d'autres organismes multilatéraux comme la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque africaine de développement devraient apporter, de façon coordonnée, un appui financier et technique aux PMA qui mettent en oeuvre des programmes de développement du secteur privé;
- iii) L'ONUDI devrait créer un comité directeur pour aider les PMA à mobiliser les ressources nécessaires pour appliquer les conclusions et résolutions du Colloque ministériel et pour en assurer le suivi;

- iv) L'ONUDI et d'autres organisations devraient envisager la possibilité de créer et de financer des réseaux d'information comprenant des antennes dans les organisations du secteur privé des PMA pour offrir aux milieux d'affaires un plus large éventail de renseignements d'ordre commercial et technique et de débouchés commerciaux;
- v) Avec l'appui de l'ONUDI, de la Banque mondiale et d'autres organisations multilatérales, les PMA devraient entreprendre de vastes programmes de promotion des investissements et de collaboration avec l'étranger;
- vi) L'ONUDI, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale et d'autres organisations multilatérales devraient poursuivre et renforcer leur soutien aux initiatives régionales, à la coopération technique entre pays en développement (CTPD) et à la coopération économique entre pays en développement (CEPD);
- vii) L'ONUDI a un rôle essentiel à jouer pour que les PMA parviennent à appliquer les conclusions et résolutions ci-dessus. Ceci étant, les réformes actuellement en cours à l'ONUDI renforceront son aptitude à fournir l'assistance technique nécessaire pour promouvoir un développement accéléré du secteur privé et l'industrialisation des pays les plus pauvres.

Annexe II

Appendice II

**TROISIEME COLLOQUE MINISTERIEL DES PAYS LES MOINS AVANCES :
DEVELOPPEMENT DURABLE DU SECTEUR PRIVE
ET CROISSANCE ACCELEREE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DANS LES PMA**

Projet de déclaration de soutien à la réforme de l'ONUDI

Vienne, 30 novembre-8 décembre 1995

Nous, les Ministres de l'industrie des pays les moins avancés réunis à Vienne du 30 novembre au 8 décembre 1995, lors du troisième Colloque ministériel des PMA : Développement durable du secteur privé et croissance accélérée des entreprises industrielles dans les PMA,

1. Apportons notre soutien vigoureux aux réformes en cours à l'ONUDI et à la restructuration de l'ONUDI ainsi qu'à la proposition d'accorder une attention accrue à l'industrialisation des PMA, en ce qui concerne tout particulièrement les PMA africains;

2. Reconnaissons que l'ONUDI a besoin d'urgence de ressources financières pour assurer le succès des réformes et l'efficacité de sa réaction aux demandes d'assistance des PMA;

3. Mandatons le Président du troisième Colloque ministériel de soumettre à la Conférence générale de l'ONUDI à sa sixième session, pour examen et suite à donner appropriés, le projet de déclaration annexé avec les conclusions et recommandations du Colloque ministériel, d'établir le contact avec les pays donateurs en vue d'obtenir leur soutien politique et financier pour l'ONUDI conformément à la Déclaration de Yaoundé et de lancer un appel aux gouvernements des PMA afin qu'ils fassent des démarches politiques et autres pour mobiliser le soutien de la communauté internationale, et en particulier des pays donateurs de l'ONUDI, conformément aux recommandations de la réunion des pays non alignés, qui s'est tenue à Cartagena (Colombie).

Annexe III

ANGLAIS
FRANCAIS
ESPAGNOL

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE LOS PARTICIPANTES

MEMBER STATES OF UNIDO ETATS MEMBRES DE L'ONUDI ESTADOS MIEMBROS DE LA ONUDI			
COUNTRY PAYS PAIS	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
ANGOLA	S. E. M. Isalino Mendes Ministre de l'industrie		
BANGLADESH	Mr. Syed Jamaluddin Economic Minister, Permanent Mission of Bangladesh to UNIDO		
BENIN	M. Lokossou Cyprien Directeur du Cabinet du Ministre de l'industrie	M. Seraphin Lissassi Premier Conseiller, Ambassade du Bénin auprès de l'ONUDI à Bonn	
BHOUTAN	Mr. Yeshey Dorji First Secretary, Permanent Mission of Bhutan		
BURKINA FASO	M. Pierre Nare Secrétaire général du Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat	S. E. M. Jean-Baptiste Ilboudo, Ambassadeur du Burkina Faso auprès de l'ONUDI à Bonn	Mme Marie Bicaba Conseiller des affaires économiques
BURUNDI	S. E. M. Astère Nzisabira Ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme		
CAMBODGE	H.E. Mr. Hul Lim Under-Secretary of State, Ministry of Industry, Mines and Energy		
CAP-VERT	H.E. Mr. Antonio Rodrigues Pires, Ambassador and Permanent Representative of Cape Verde to UNIDO		
DJIBOUTI	M. Farah Ali Aiden Secrétaire général de l'industrie		
ERYTHREE	Mr. Negusse Ogbe Director General of Industry		

MEMBER STATES OF UNIDO
ETATS MEMBRES DE L'ONUDI
ESTADOS MIEMBROS DE LA ONUDI

COUNTRY PAYS PAIS	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
ETHIOPIE	H.E. Mr. Kassahun Ayele Minister of Trade and Industry	Mr. Fisseha Yimer Alternate Permanent Representative of Ethiopia to the International Organizations in Vienna	Mr. Jemil Mohammed Head Planning and Policy Department, Ministry of Trade and Industry Ms. Saba Gebre-Hiwot Counsellor, Permanent Mission Vienna
GAMBIE	H.E. Mr. Maba Jahou Jobe Acting High Commissioner to the United Kingdom	Mr. Ousman Jammeh Permanent Secretary, Ministry of Trade Industry and Employment	
GUINEE	Mme Fatoumata Camara Secrétaire générale, Ministère de l'industrie	M. Pépé Guilavougui Directeur national de l'industrie, Ministère de l'industrie	
GUINEE-BISSAU	M. Henrique Menezes d'Alva Directeur général de l'énergie et de l'industrie		
GUINEE EQUATORIALE	S. E. Sr. Severino Obzang- Efung Bengono Ministro de Industria y Promocion de Pequeñas y Medianas Empresas		
HAITI	S. E. M. Roger Pérodin Ministre du commerce et de l'industrie	M. Yves-Michel B. Canal Assistant-Directeur, Direction de l'entrepreneur et du développement industriel	S. E. M. Joseph Philippe Antonio Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
LIBERIA	H.E. Mr. Sylvester M. Grigsby Deputy Minister of Foreign Affairs	H.E. Mr. André Duflot Permanent Representative, Ambassador	Mr. Roger Francis Ambassador-at-Large, Adviser to the Permanent Representative Ms. A. Bianchini Adviser to the Permanent Representative

MEMBER STATES OF UNIDO ETATS MEMBRES DE L'ONUDI ESTADOS MIEMBROS DE LA ONUDI			
COUNTRY PAYS PAIS	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
MADAGASCAR	Mme Olga Rasamimanana Directrice de l'industrie		
MALDIVES	Hon. Abdulla Yameen Abdul Gayoom Minister of Trade and Industries	Senior Official Ministry of Trade and Industries	
MALI	Mme Fatou Haidara Ministre de l'industrie de l'artisanat et du tourisme	M. Harouna Niang Secrétaire général de l'industrie	M. Amadou Diarra Conseiller technique au Ministère de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme
MAURITANIE	S. E. M. Ngaide Lamine Kayou Ministre des mines et de l'industrie	M. Hamadi Ould Meimou Directeur de l'industrie	
MOZAMBIQUE	H.E. Mr. Oldemiro Júlio Marques Balói Minister of Industry, Commerce and Tourism	Mr. Manuel Mbeve National Director of Industry	
MYANMAR	H.E. U Win Aung Ambassador, Permanent Representative to UNIDO	U Myint Thein Lwin Managing Director, Myanma Heavy Industries	U Myo Aung Assistant Director, Myanma Heavy Industries
NEPAL	H.E. Mr. Dhundi Raji Shastri Minister of Industry	Mr. Bhola N. Chalise Secretary, Ministry of Industry	Mr. Bimal P. Koirala Joint Secretary, Ministry of Industry
NIGER	Mme Brigitte Dia Secrétaire générale du Ministère du développement industriel, du commerce, de l'artisanat et du tourisme		
OUGANDA	Hon. Gerald Ssendaula Minister of State for Trade and Industry	Ms. Jane Mambule Principal Industrial Officer, Ministry of Trade and Industry	
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	S. E. M. Joseph Agbo Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat		
REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	Mr. Nyachia Director, Planning and Investments, Ministry of Trade and Industries		

MEMBER STATES OF UNIDO ETATS MEMBRES DE L'ONUDI ESTADOS MIEMBROS DE LA ONUDI			
COUNTRY PAYS PAIS	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
RWANDA	M. J. Bosco Rutagengwa Directeur de Cabinet. Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat	Mme Agnès Kayjire Chef de division. Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat	
SAO TOME- ET-PRINCIPE	Mme Rita Maria José Dos Santos Directeur de l'industrie		
SIERRA LEONE	Mr. Kandeh K. Yumkella Secretary of State. T.ade. Industry and State Enterprises		
SOUDAN	Mr. Badr Eldin Suliman Minister of Industry	Mr. Mohamed Widatalla Director. External Relations, Ministry of Industry	
TCHAD	M. Ousmane Mahamat Nour Elimi, Directeur de l'industrie, d'appui au mouvement associatif et coopératif et aux PME/PMI		
TOGO	M. Payadowa Boukpassi Ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat	M. Loukoumanou Boukari Directeur du développement industriel	M. Egbaré Y. Tchohou Directeur général de la SAZOF M. Kokou Biava Attitso Conseiller technique chargé de l'industrie et de l'artisanat
ZAIRE	M. Timothée Katanga Mukumadi Yamutumba Ministre de l'économie nationale, de l'industrie, des petites et moyennes entreprises	M. Kambilo Kambilo Conseiller juridique au Cabinet du ministre	M. Tambwe Shungu Directeur chargé de l'industrie M. Mwenda Bambinganila Directeur chargé des organisations internationales

MEMBER STATES OF UNIDO
ETATS MEMBRES DE L'ONUDI
ESTADOS MIEMBROS DE LA ONUDI

COUNTRY PAYS PAIS	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
ZAMBIE	H.E. Hon. Mr. S. Syamujaye M.P. Deputy Minister of Industry, Ministry of Commerce, Trade and Industry	Mr. D.M. Mauzu Deputy Director, Ministry of Commerce, Trade and Industry H.E. Mr. P.N. Sinyiza Ambassador	Mr. R.K. Zulu, Ag. Director of Operations, Development Bank of Zambia Mr. D. Musokotwane Director, Bank of Zambia

MEMBER STATES OF THE UNITED NATIONS OR OF SPECIALIZED AGENCY OR OF IAEA
ETATS MEMBRES DES NATIONS UNIES OU D'INSTITUTION SPECIALISEE OU DE L'IAEA
ESTADOS MIEMBROS DE LAS NACIONES UNIDAS O DE UN ORGANISMO ESPECIALIZADO O DE
L'IAEA

COUNTRY PAYS PAIS	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
KIRIBATI	Mr. Iamti Rakautu Assistant Secretary, Ministry of Commerce, Industry and Tourism		
SAMOA	Mr. Falani Chang Tung Secretary, Ministry of Trade Commerce and Industry		

UNITED NATIONS NATIONS UNIES NACIONES UNIDAS			
	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
ORGANISATION DES NATIONS UNIES	M. George Puthuppally Assistant spécial du Directeur général de l'UNOV		
PNUD	M. Paolo Galli Administrateur de programme (hors classe), Programme de développement du secteur privé, PNUD. New York		

SPECIALIZED AND RELATED AGENCIES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET ORGANISATIONS APPARENTEES ORGANISMOS ESPECIALIZADOS Y ORGANISMOS AFINES			
	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
BANQUE MONDIALE	Mr. Magdi R. Iskander Director, Private Sector Development Department	Mrs. Silvia B. Sagari Division Chief, Industry and Energy Division, Department of West Africa	

INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES			
	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	M. Jean Bonvin Président du Centre de développement de l'OCDE		
ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE	Mr. Shokri Ghanem Director, Research Division		
ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE	H.E. Vijay S. Makhan Ambassador, Assistant Secretary General for Economic Development and Cooperation Department	Mr. A.M. Dirar Director of EDECO Department Mr. Libère Buzingo Head, Industry, Energy and Mineral Resources Division	

NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES			
	REPRESENTATIVE(S) REPRESENTANT(S) REPRESENTANTE(S)	ALTERNATE(S) SUPPLEANT(S) SUPLENTE(S)	ADVISER(S) CONSEILLER(S) CONSEJERO(S)
ECHANGES ET CONSULTATIONS TECHNIQUES INTERNATIONAUX (ECTI)	M. Maurice Storage Directeur des relations extérieures		
GLOBAL PROJECTS AND SERVICES LTD. NEW DELHI	Mr. J.S. Juneja Chairman		

• **Personne à contacter au Secrétariat de l'ONUDI :**

M. Mohamed Touré, Chef du Groupe des PMA
 Centre international de Vienne
 B.P. 300
 A-1400 Vienne (Autriche)
 Téléphone : (+43 1) 21131 3715
 Télécopieur : (+43 1) 21141 6825
 Internet : MTOURE@UNIDO.ORG

Annexe IV

**Troisième Colloque ministériel sur l'industrialisation des pays les moins avancés :
Développement durable du secteur privé et croissance accélérée
des entreprises industrielles dans les PMA**

Programme de travail

Mercredi 29 novembre 1995

14 h 30-17 h 30 Inscription pour le troisième Colloque ministériel et la sixième session de la
Conférence générale de l'ONUDI, CIV Rotonde

Jeudi 30 novembre 1995

8 h 30 Inscription (*suite*)

9 h 15 Les ministres et les représentants sont invités à participer à des consultations
officieuses dans la salle de réunion (salle du Conseil C04)

Election du bureau

9 h 30 Discours d'ouverture du Directeur général

Discours de la Présidente

Présentation du projet de document "Programme d'action pour le développement
durable du secteur privé et croissance accélérée des entreprises industrielles des
PMA" (proposé par la Réunion d'experts) par le porte-parole de la Réunion d'experts,
S. E. M. K. K. Yumkella, Secrétaire d'Etat au commerce, à l'industrie et aux
entreprises d'Etat de la Sierra Leone

Débat sur le projet de document

12 h 30 Pause déjeuner

14 h 30 Débats (*suite*)

17 h 30 Fin de la séance plénière

Vendredi 1er décembre 1995

9 h 30 Réunion d'information sur la réforme de l'ONUDI par un membre du Cabinet du
Directeur général

10 h 30 Pause café

11 heures Réunion-débat entre les PMA et la Division de la valorisation des ressources
humaines et du développement des entreprises et du secteur privé de l'ONUDI

12 h 30 Pause déjeuner

- 15 heures Adoption du projet de document "Programme d'action pour le développement durable du secteur privé et croissance accélérée des entreprises industrielles des PMA"
- Adoption d'un projet de résolution devant être présenté à la sixième session de la Conférence générale
- Adoption d'un projet de décision demandant à la Présidente de soumettre le projet de résolution à la sixième session la Conférence générale
- 17 h 30 Discours du Directeur général de l'ONUDI
- 18 heures Réception offerte par le Directeur général au restaurant du CIV

Lundi 4 décembre 1995

- 10 heures Ouverture de la sixième session de la Conférence générale
- 15 heures-18 heures Participation à la sixième session de la Conférence générale

Mardi 5 décembre 1995

- 8 h 45-10 heures Réunion d'information du Directeur général sur la réforme de l'ONUDI
- 10 heures-18 heures Participation à la sixième session de la Conférence générale (*suite*)
- Réunions individuelles des ministres des PMA au Siège de l'ONUDI (à leur demande)*

Mercredi 6 décembre 1995

- 9 heures-10 heures Séance spéciale du troisième Colloque ministériel pour l'adoption du rapport du troisième Colloque ministériel à la salle de conférence C, niveau 02, de l'Austria Center
- 10 heures-13 heures Participation à la sixième session de la Conférence générale (*suite*)
- 15 heures-18 heures Discours prononcé au nom des PMA par la Présidente du troisième Colloque ministériel sur l'industrialisation des PMA devant la sixième session de la Conférence générale
- Réunions individuelles des ministres des PMA au Siège de l'ONUDI (à leur demande)*

Jeudi 7 décembre 1995

- 10 heures-13 heures Participation à la sixième session de la Conférence générale (*suite*)
- 15 heures-18 heures Réunions individuelles au Siège de l'ONUDI (*suite*) (à leur demande)*

Vendredi 8 décembre 1995

- 10 heures-13 heures Participation à la sixième session de la Conférence générale (*suite*)
- 15 heures-18 heures Adoption par la sixième session de la Conférence générale d'une résolution sur l'industrialisation des PMA, avec les recommandations du troisième Colloque ministériel sur les PMA en annexe
- 18 heures Clôture de la sixième session de la Conférence générale.

* Pour les réunions individuelles au Siège de l'ONUDI, prière de contacter le bureau de M. Touré, Chef du Groupe des PMA, C0419, poste 4660 (du 30 novembre au 1er décembre 1995) ou C251, niveau 02, à l'Austria Center (du 4 au 8 décembre 1995).